

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS  
ET DES ACTIVITES AUXILIAIRES DU TRANSPORT

**PROTOCOLE RELATIF AUX FRAIS DE DEPLACEMENT DES OUVRIERS**

Annexe de la convention collective nationale annexe 1

A V E N A N T n° 82

du 11 février 2026

Conclu entre :

La Fédération Nationale des Transports Routiers (FNTR), représentée par

La Fédération Nationale des Transports de Voyageurs (FNTV), représentée par Ingrid Mareschal

L'Union des entreprises de Transport et de Logistique de France (TLF), représentée par Olivier PONCELET

L'Organisation des Transporteurs Routiers Européens (OTRE), représentée par Jean-Marc RIVERA

d'une part,

L'Union Fédérale Route FGTE-CFDT, représentée par Olivier ETHEVE

La Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT, représentée par

La Fédération Nationale des Transports et de la Logistique FO-UNCP, représentée par

La Fédération Générale des Transports CFTC, représentée par Guillaume CADART

Le Syndicat National des Activités du Transport et du Transit CFE-CGC, représenté par Cyrille MANCEL

d'autre part,

Le Protocole relatif aux frais de déplacement du 30 avril 1974, conclu en application de l'article 10 de la Convention Collective Nationale Annexe 1 des Transports Routiers et des Activités Auxiliaires du Transport, modifié par les avenants n° 1 à 81, ce dernier en date du 02 décembre 2025, est à nouveau modifié comme suit :

#### ARTICLE 1<sup>ER</sup> - TAUX DES INDEMNITES FORFAITAIRES

Les taux des indemnités forfaitaires dans les entreprises de Transport Routier de Voyageurs et dans les entreprises de Transport Sanitaire, joints audit Protocole, sont revalorisés et fixés tels que définis dans le tableau annexé au présent avenant, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026.

#### ARTICLE 2 - DUREE ET ENTREE EN APPLICATION

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entre en application le 1<sup>er</sup> mars 2026.

#### ARTICLE 3 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Les présentes dispositions sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

#### ARTICLE 4 - PUBLICITE ET DEPOT

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la Direction Générale du Travail du Ministère du Travail et d'une demande d'extension dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Paris, le 11 février 2026


La Fédération Nationale des Transports Routiers  
(FNTR)

La Fédération Nationale des Transports de  
Voyageurs (FNTV)

Signé par :  
  
EC562E490D13420...

L'Union des entreprises de Transport et de  
Logistique de France (TLF)

L'Organisation des Transporteurs Routiers  
Européens (OTRE)

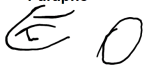
Signé par :  
  
26272AEE5F3441C...

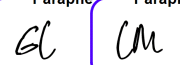
L'Union Fédérale Route FGTE-CFDT

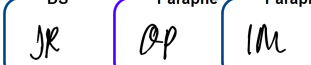
DocuSigned by :  
  
9EFB438275434E7...

La Fédération Nationale des Syndicats  
de Transports CGT

Signé par :  
  
D2913A2690594D2...

Paraphe  


Paraphe Paraphe  


DS Paraphe Paraphe  


La Fédération Nationale des Transports  
et de la Logistique FO-UNCP

La Fédération Générale des Transports  
CFTC

Signé par :  
*Guillaume CADART*  
A14543F84DD1445...

Le Syndicat National des Activités du Transport et du Transit CFE-CGC

Signé par :  
*Cyrille MANUEL*  
7A355E03303C473...

Paraphe  
*FO*

Paraphe Paraphe  
*GL CM*

DS  
*JR*

Paraphe Paraphe  
*OP IM*

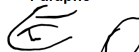
**C.C.N.A. 1**  
**Protocole relatif aux frais de déplacement**  
**AVENANT N°82**  
**Du 11 février 2026**



**ENTREPRISES DE TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS**  
**ET**  
**ENTREPRISES DE TRANSPORT SANITAIRE**

**Taux des indemnités**  
**du Protocole relatif aux frais de déplacement des ouvriers**

Chiffres en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2026

<i>Nature des indemnités</i>	<i>Taux en euros</i>	<i>Référence aux articles du Protocole</i>
Indemnité de repas	15,70 €	art. 8-1 al.2 et 3 ; art. 9-10 al.1 ; art. 11
Indemnité de repas unique	9,69 €	art. 8-1 al.1
Indemnité spéciale	4,38 €	art. 8-2 al.2 ; art. 11 bis
Indemnité de casse-croûte	7,76 €	art. 12
Indemnité spéciale de petit déjeuner	4,38 €	art. 10 al.2
Indemnité de chambre et indemnité spéciale de petit déjeuner	33,36 €	art. 10 al.1
Indemnité de repos journalier (chambre et casse-croûte)	36,74 €	art. 11

Paraphe  


Paraphe Paraphe  
 

DS Paraphe Paraphe  
